



Projet : Amélioration de la Résilience des communautés et de leur Sécurité Alimentaire face aux effets néfastes du Changement Climatique (PARSACC)

**Compte rendu
de la réunion de prise de contact et d'information des autorités et des partenaires sur le projet PARSACC dans la région de Tagant**

Tidjikdja, le 30/12/2013

Table des matières

Liste des abréviations	3
Introduction	4
1. Participants à la réunion.....	4
2. Objectif de la réunion.....	4
3. Déroulement de la réunion	4
4. Discussions avec les participants.....	5
5. Conclusions.....	5
Annexe 1 : liste des participants	7
Annexe 2 : Fiche du projet	8

Liste des abréviations

CC	Changement Climatique
COFIL	Comité de Pilotage
CRD	Comité Régional de Développement
CREDD	Conseil Régional de l'Environnement et de Développement Durable
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
DREDD	Délégation Régionale de l'Environnement et du Développement Durable
FA	Fonds d'Adaptation
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARSACC	Projet 'Amélioration de la Résilience des communautés et de leur Sécurité Alimentaire face aux effets néfastes du Changement Climatique'
UNFCCC	United Nations Framework Convention on Climate Change
EMMO	Entité Multilatérale de Mise en Œuvre
EE	Entité d'Exécution

Introduction

Le projet 'Amélioration de la Résilience des communautés et de leur Sécurité Alimentaire face aux effets néfastes du Changement Climatique (PARSACC) est un projet financé par le Fonds d'Adaptation au Changement Climatique (FA) de l'UNFCCC. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), accrédité par le Fonds d'Adaptation en juin 2010 est l'Entité Multilatérale de Mise en Œuvre (EMMO) du projet. L'exécution revient au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) qui est l'Entité d'Exécution (EE).

Suite à l'atelier de lancement du projet, tenu le 11 décembre 2013 à Nouakchott, il a été annoncé l'initiation d'un processus de consultation qui va aboutir à l'élaboration de la planification des activités du projet. C'est dans ce cadre qu'une série de visites a été engagée dans les régions concernées par le projet. Les premières visites ont été effectuées dans la région de Trarza le 17 décembre 2013 et la région du Gorgol le 18 décembre 2013.

La réunion objet de ce compte rendu a été organisée dans la région de Tagant à Tidjikdja, le 30/12/2013

1. Participants à la réunion

Outre les membres de la mission, dirigée par Mr Maloum Dine Maouloud, Directeur Adjoint de la Programmation, la Coordination et l'Information Environnementale au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, et comprenant Mr Alioune Fall, assistant au Coordinateur National du projet (MEDD) et Mr Ghazi GADER, Coordinateur du projet, ont pris part à cette réunion les membres du Conseil Régional du Développement regroupant les principaux acteurs de développement de la région et présidé par Mr le Wali (cf. Listes des participants en Annexe 1).

2. Objectif de la réunion

La réunion a été organisée d'une part, pour se présenter aux autorités locales et partenaires du projet dans la Wilaya et d'autre part pour informer l'ensemble des partenaires concernés sur les objectifs et le contenu du projet ainsi que le processus de consultation engagé avec les 8 Wilayas pour la préparation de la planification des activités du projet.

3. Déroulement de la réunion

Mr Le Wali a ouvert la réunion en exprimant ses remerciements aux membres de la mission ainsi qu'à tous les participants présents et a salué l'initiative du lancement de ce nouveau projet d'adaptation qui va apporter l'appui à des communautés vulnérables menacées par l'insécurité alimentaire en insistant sur le fait que la région de Tagant est une zone cloisonnée et très déficitaire en termes d'infrastructure et activités économiques rentables. Les principales activités des populations se concentrent sur l'élevage et la culture du palmier pour des fins de consommation et sont généralement concentrées dans les vallées autour de points d'eau.

Suite à cela, dans un premier temps, Mr. Maloum Dine Maouloud a présenté le cadre général du projet : les objectifs, les partenaires (Bailleurs de Fonds, Entité de mise en œuvre et Entité d'Exécution), les composantes ainsi que les résultats attendus au niveau national (cf. Fiche du projet en Annexe 2).

Il a également donné un aperçu sur la structure du projet et les relations entre les différents niveaux ainsi que les responsabilités de chaque niveau dans la mise en œuvre,

notamment le niveau régional qui va être coordonné par la Délégation Régionale de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD).

Mr Ghazi GADER, coordinateur du projet a ensuite pris la parole en soulignant le caractère de ce projet qui est différent d'un projet de développement classique, mais plutôt un projet d'adaptation en liaison directe avec des problématiques de vulnérabilité au CC et des activités qui constituent des mesures d'adaptation pour augmenter la résilience des communautés face à ce phénomène dont les premiers signes sont déjà là et que ses impacts vont encore s'accroître pendant les années à venir. Il a ensuite donné un aperçu sur le processus de consultation qui a démarré suite à l'atelier de lancement du projet, tenu le 11 décembre 2013 à Nouakchott et qui va consister à une série d'activités résumées dans les étapes suivantes :

- a- Réunions d'introduction et de prise de contact avec les autorités locales, les services techniques régionaux, les projets et programmes ainsi que la société civile opérants dans la région dans le but de les informer du contenu du projet, ses objectifs ainsi que les prochaines étapes du processus de consultation qui va conduire à la réalisation de la planification.
- b- Mise en place des Comités techniques restreints présidés par les DREDD qui vont travailler avec tous les partenaires pour faire les propositions aux commissions régionales compétentes pour la validation.
- c- Initiation d'un diagnostic participatif coordonné par les DREDD impliquant l'ensemble des partenaires y compris les communautés bénéficiaires, pour cibler les zones d'intervention et l'identification des activités à mettre en œuvre dans la région en considérant le cadre général du projet et les résultats attendus au niveau national tout en tenant compte des spécificités de la Wilaya et des programmes et projets en cours dans un souci de synergie entre les différents intervenants.
- d- Organisation d'ateliers régionaux techniques avec les partenaires concernés pour finaliser la planification opérationnelle au niveau régional.
- e- Organisation d'un atelier national de planification avec la participation de l'ensemble des Wilayas qui va proposer le plan opérationnel global du projet ainsi que le plan d'opération de la première année de mise en œuvre.
- f- Validation du plan d'opération par le Comité de Pilotage National du projet.

4. Discussions avec les participants

Il n'y avait pas vraiment de questions par rapport au contenu du projet et du processus de consultation. La seule remarque qui a été soulevée par Mr le Wali, c'est qu'il est important que les Walis des régions concernées doivent être membres du Comité de Pilotage du projet pour pouvoir défendre leurs propositions. La mission a expliqué le rôle du Comité de Pilotage qui est l'organe de décision le plus élevé du projet qui dirigera la mise en œuvre globale du projet. La préparation de la planification régionale sera réalisée par les acteurs locaux présidés par le DREDD et validée par les comités compétents et le CRD au niveau de chaque Wilaya. Ces propositions seront finalisées dans le cadre d'un atelier technique régional et validé par le CoPil au niveau national.

5. Conclusions

En guise de conclusion, à noter que Mr le Wali a manifesté l'engagement de la Wilaya à faire réussir ce projet et a demandé aux acteurs présidés par le DREDD de se préparer pour commencer la phase ciblage et identification des activités dans les meilleurs délais.

La mission a insisté sur l'importance de ce processus de consultation en invitant les partenaires à travailler ensemble avec les communautés de base pour identifier leurs besoins et proposer les activités les plus prioritaires pour améliorer leur résilience face aux effets néfastes du CC sur la sécurité alimentaire.

Enfin la mission a promis de transmettre au MEDD pour avis, la proposition de faire représenter les Walis dans le CoPil.

Annexe 1 : liste des participants



Projet
 « Amélioration de la résilience des communautés et de leur sécurité alimentaire
 face aux effets néfastes du changement climatique »
 Visite de la région de Tagant
 Tidjikdja, le 30 décembre 2013

N°	Nom	Prénom	Institution	Fonction	Tél.	Mail	Signature
1	Yahya	Medinahmed	CSA	Delegue regional	22494054		
2	Yemehin	Dine Fadel	DRAS/	Directeur	22260388	drasttagant@yahoofr	
3	Bah Med		DR/PIAR	DR. PL	66655161	Bahmed -	
4	Bilal O. Ghaber	Ould Ghaber	DIEN	DIEN	4650.62.59	bilalghaber@gmail.com	
5	Ba	Ghbril	DRCJS	Délégué	4674.43.92	sambuyam@yahoofr	
6	Souhou	Sinokho	MRP/Tagant	Adelme	66051040	Sinokho@yahoofr	
7	Yahya	ou Cheikh Med Jall		wali Tagant	47484100		

Annexe 2 : Fiche du projet

Fiche de projet

Titre du Projet	Amélioration de la résilience des communautés face aux effets néfastes du changement climatique sur la sécurité alimentaire en Mauritanie
Source de financement	Fond d'Adaptation au changement climatique
Montant du financement	7.803.605 US \$
Durée du projet	4 ans (2013/2017)
Zones d'intervention	Trarza, Brakna, Gorgol, Guidimagha, Tagant, Assaba, Hodh Echarghui, Hodh Elgharbi
Entité de mise en œuvre	Programme Alimentaire Mondial (PAM)
Entité d'Exécution	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MDEDD)
Composantes du Projet	<p>Composante 1 : Appuyer les services techniques (DR/MEDD) et les communautés pour mieux comprendre les risques climatiques et leur impact et pour l'élaboration de mesures et plans d'adaptation</p> <p>Composante 2 : Concevoir et mettre en œuvre des mesures concrètes d'adaptation identifiées à travers les plans d'adaptation communautaires dans le but de combattre la désertification et la dégradation des sols</p> <p>Composante 3 : concevoir et mettre en œuvre des mesures concrètes d'adaptation identifiées à travers les plans d'adaptation communautaires dans le but de diversifier et d'améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables.</p>

Composantes du projet et résultats attendus

Composantes	Résultats
<p>COMPOSANTE 1</p> <p>Appuyer les services techniques et les communautés en vue de mieux comprendre les risques climatiques et leur impact et pour l'élaboration de mesures et plans d'adaptation</p>	1.1 Les 8 Délégations régionales sont renforcées pour l'accès et l'analyse des informations sur les changements climatiques en vue de suivre le développement local et mobiliser et appuyer les communautés
	1.2 Renforcer les capacités du gouvernement en matière d'analyse des risques, des menaces et de la vulnérabilité.
	1.3 20 Associations villageoise mises en place et appuyées (cluster de 5 villages environ par association)
	1.4 Les communautés sont formées sur les menaces du changement climatique et les mesures d'adaptation qui réduisent la vulnérabilité, en particulier celles relatives à la sécurité alimentaire.
	1.5 100 villages, seront structurés en groupes suivant leur paysage, leur écosystème et leurs conditions de vie pour préparer des plans d'adaptation devant être intégrés dans un plan local de développement.
	1.6 Les communautés échangent les expériences réussies et les leçons apprises y compris la mise en place de quatre radios communautaires.
	1.7 Mise en place d'un système de suivi évaluation (mise en place, formation, production de données et rapports).
<p>COMPOSANTE 2</p> <p>Concevoir et mettre en œuvre des mesures concrètes d'adaptation identifiées à travers les plans d'adaptation communautaires dans le but de lutter contre la désertification et la dégradation des sols.</p>	2.1. 1500 - 2000 ha de dunes fixés
	2.2. 1000 - 1500 ha de zones vulnérables protégées
	2.3. 1000-1500 ha d'arbres forestier plantés.
	2.4. Les structures de rétention de l'eau mise en place pour environ 500 ha (digues, diguettes, seuils de ralentissement, etc.).

COMPOSANTE 2 Concevoir et mettre en œuvre des mesures concrètes d'adaptation identifiées à travers les plans communautaires visant à diversifier et à améliorer le niveau de vie des populations les plus vulnérables.	3.1. 300000 arbres pour la génération de revenus et l'alimentation plantés au niveau des zones protégées.
	3.2. 4000 personnes (staff technique et leaders des communautés) formées sur l'élevage, les techniques agricoles et l'utilisation de l'eau (élevage de case : aviculture, ovins et caprins).
	3.3. 5000 personnes (staff technique et leaders des communautés) formés et équipés pour les activités agropastorales génératrices de revenus y compris la multiplication de plans.
	3.4. 6000 personnes (staff technique et leaders des communautés) formées et équipées sur le développement de l'aviculture.
	3.5. 1000 personnes (staff technique et leaders des communautés) formées et équipées sur le développement de l'apiculture
	3.6. Environ 20 Banques de céréales communautaires mises en place.
	3.7. 30000 foyers améliorés fabriqués
	3.8. 2000 membres des communautés formés et équipés pour la fabrication de foyers améliorés (artisans).